



inform
CONTACT

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

№ 91

Janvier – Mars 2016

**La Déclaration de la CGS
concernant les actes terroristes
perpétrés à Bruxelles**

Le 22 mars 2016, la Confédération générale des syndicats a fait une Déclaration en rapport avec les actes terroristes perpétrés à Bruxelles:

“La Confédération générale des syndicats condamne résolument les actes terroristes monstrueux qui ont eu lieu à l'aéroport et dans le métro de Bruxelles, capitale de la Belgique, et ont fait des dizaines de morts et de blessés, et causé la douleur et la souffrances à toute la population.

Nous présentons nos condoléances profondes aux familles des victimes nous faisons des voeux pour le prompt rétablissement des blessés. Nous espérons que les services de l'ordre feront tout le nécessaire pour établir et punir les auteurs et les commanditaires de ces crimes.

Ces actes inhumains n'ont aucune justification, ni idéologique, ni politique, ni morale. Les terroristes ont montré encore une fois au monde leur nature bestiale.

Ces actes de violence à répétition exigent et appellent une réaction immédiate, résolue et coordonnée de la part des pouvoirs et de toute la population.

Il faut barrer la route à tous ceux qui financent, arment et dirigent les criminels et les assassins.

Le mouvement syndical unifié et les millions de travailleurs doivent s'élever avec force et autorité contre ce fléau mondial – le terrorisme.

La Confédération générale des syndicats appelle tous les gens de bonne volonté à s'unir devant cette menace qui met en péril l'existence même de la civilisation mondiale”.

La CGS salue les participants au II^{ème} congrès de la Confédération internationale des syndicats de la branche pétrogazière

Le II^{ème} congrès de la Confédération internationale des syndicats des travailleurs de la branche pétrogazière a eu lieu le 21 février 2016 à Bakou, la capitale de la République d'Azerbaïdjan.

24 délégués, représentant 8 organisations membres de la Confédération d'Azerbaïdjan, de Bélarus, de Géorgie, du Kazakhstan, de Moldova et de Russie, y ont pris part.

Les débats au congrès ont porté sur les changements et les amendements aux Statuts de la Confédération, sur son appellation et sa nouvelle forme d'organisation, sur la composition et le fonctionnement de ses structures dirigeantes.

Lev Mironov a été élu président de la Confédération et Melik Mirzoev, son secrétaire général.

Le congrès a confirmé la volonté unanime des organisations membres de renforcer l'unité des syndicats de la branche dans leur lutte pour les droits et les intérêts des travailleurs.

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, a adressé un message de salutation au congrès, a souhaité à la Confédération de nouveaux succès dans la lutte pour les intérêts socio-économiques des travailleurs de la branche.

Le XXXII^{ème} congrès du Syndicat des travailleurs des chemins de fer

Le XXXII^{ème} congrès du Syndicat des travailleurs des chemins de fer de Russie a eu lieu à Moscou le 24 mars 2016.

257 délégués et 275 invités, parmi lesquels les dirigeants de la Société par actions "Chemins de fer de Russie", du ministère du Transport de la Fédération de Russie, de la FNPR, des syndicats de branche de Russie, de plusieurs organisations sociales et les délégations étrangères y ont pris part.

Nicolas Nikiforov, président du Syndicat, a présenté un compte rendu de l'activité du Syndicat durant les cinq dernières années. Les dirigeants du ministère, de l'entreprise, des syndicats russes et le secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs du transport (ITF) se sont adressés aux délégués avec leurs messages de salutation.

Plusieurs messages de salutation de la part des organes du pouvoir et des organisations sociales sont parvenues au congrès.

Le congrès a positivement apprécié l'activité du Syndicat et a élu Nicolas Nikiforov au poste de président du Syndicat pour un mandat de cinq ans.

La Confédération générale des syndicats (CGS) a souligné dans son message au congrès que le Syndicat

des travailleurs des chemins de fer de Russie est l'un des plus nombreux, solidaire et actif dans la lutte pour les droits et les intérêts des travailleurs de la branche.

Ayant fêté son 110ème anniversaire, le Syndicat se montre sûr de son avenir.

Le Syndicat défend résolument les conquêtes sociales des travailleurs de la branche, lutte pour l'augmentation du salaire réel, pour le maintien des emplois, avantages et garanties, contre la violation du droit du travail.

Le Syndicat a participé activement à la création de la Confédération internationale des syndicats de branche de la CEI qui apporte sa contribution importante à l'activité de la Confédération générale des syndicats.

La CGS a exprimé la certitude que les décisions du congrès contribueraient au renforcement de l'unité entre les organisations de base du Syndicat et à leur lutte commune pour les intérêts des travailleurs.

Arménie : les employeurs doivent s'adresser eux-mêmes aux agences de placement

Boris Kharatian, vice-président de la Confédération des syndicats d'Arménie, a pris part à la Conférence internationale "Le climat favorable pour le développement durable du business en Arménie", organisée par l'OIT le 18 février 2016 à Erevan.

Intervenant à la conférence, Kharatian a souligné que les employeurs devaient s'adresser eux-mêmes aux agences d'embauche et, selon les principes de l'OIT, payer ce service aux agences. Actuellement, c'est le contraire qui se produit : ce sont les demandeurs d'emploi qui payent les agences. Les agences, pour leur part, doivent sélectionner les demandeurs d'emploi et en cas de nécessité, les former et instruire.

Les syndicats se proposent de lutter contre cette pratique vicieuse et exiger que les principes de l'Organisation internationale du travail soit respecté en Arménie.

Géorgie: les mineurs de Tkibuli ont cessé la grève

Plus d'un millier de mineurs de la compagnie "Gruzugol GIG" ont arrêté 1er mars 2016 la grève qu'ils avaient menée durant 16 jours pour exiger l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions du travail.

L'accord entre la Comité de grève et la direction de la compagnie a été atteint après 7 heures de négociations en présence de business-ombudsman Georgiy Gakharia et du président de la centrale syndicale nationale Irakly Petriachvili.

Selon Gakharia, le fonds des salaires de la compagnie sera majoré de 5%, voire plus pour les travaux sur les chantiers d'abattage à haut risque.

Les travaux devaient reprendre au plus tard le 1er mars, à midi .

Kazakhstan: le temps des changements dans le mouvement syndical

Une rencontre entre les dirigeants de la Fédération des syndicats de la République du Kazakhstan (FSRK) et les leaders des syndicats de branche pour discuter de la modernisation sociale en fonction de l'adoption du nouveau Code du travail a eu lieu à Astana le 11 février 2016.

Intervenant devant les journalistes, Abelgazi Kousaïnov, président de la FSRK, a souligné que la nouvelle législation du travail ouvrait un large champ d'activité non seulement pour les employeurs, mais aussi pour les travailleurs par l'intermédiaire des conventions collectives, qui doivent devenir la base des relations de travail.

Ce processus a déjà commencé, plusieurs grandes entreprises ont signé des conventions collectives conformément au nouveau Code du travail.

Parmi les tâches prioritaires de la centrale syndicale, Kousaïnov a mis en relief la nécessité d'expliquer aux militants syndicaux les normes du nouveau Code du travail et de les aider à élaborer les documents-cadres régulant les relations de travail.

Entre-temps, une réunion de la Commission tripartite nationale pour le dialogue social et les relations so-

ciales et de travail a eu lieu le 16 mars 2016 à Aastana. Elle a examiné les relations de travail au niveau régional.

La Commission a signalé une tendance à la décroissance des actions de protestation dans les régions. En 2014, le pays a connu 15 conflits de travail, contre 7 en 2015, et seulement un conflit en 2016.

La même tendance s'observe avec les arriérés de salaires. Au début de cette année, la dette des entreprises envers les salariés a baissé de 112,8 millions de tengues et ne représente actuellement que 169,9 millions (contre 275,7 millions de tengues en janvier 2016). En plus, cela concerne seulement 13 entreprises qui emploient au total 851 salariés.

La Commission a adopté plusieurs décisions sur les questions discutées.

Kazakhstan: le Comité exécutif de la FSRK examine les résultats des campagnes électorales

La réunion du Comité exécutif de la FSRK, tenue le 28 mars 2016, a discuté de la participation des syndicats aux élections à la Chambre basse du Parlement et aux assemblées législatives régionales.

Inrevenant à la réunion, le président de la centrale syndicale Abelgazi Kousaïnov a souligné que l'adoption de la loi "Sur les syndicats", du nouveau Code du travail et de la loi

“Sur les Conseils sociaux” avaient augmenté le rôle et la responsabilité des syndicats dans la structure du dialogue social, ouvert de nouvelles possibilités pour la réalisation des droits et des pouvoirs des organisations syndicales.

Selon Kousaïnov, la participation active des syndicats aux élections législatives et régionales est un signe de la réalisation des Statuts de la FSRK, adoptés au XXIV congrès de la centrale syndicale.

Conformément aux données de la Commission électorale centrale, parmi les 3335 députés élus aux organes législatifs du pays il y a 742 syndicalistes, y compris 105 aux assemblées législatives régionales.

Moldova: la CNSM lutte pour la baisse des prix et des tarifs pour la population

Le 26 janvier 2016, la Confédération nationale des syndicats de Moldova a fait une déclaration par laquelle elle a exigé une convocation urgente de la Commission nationale pour les consultations et les négociations collectives afin d'examiner la situation socio-économique dans le pays.

Dans leur lettre, adressée au Premier ministre du pays Pavel Filipp, les syndicats ont exigé du gouvernement des actions urgentes pour vérifier le mode d'établissement des prix pour les produits pétroliers et l'énergie, cela pour arrêter la hausse des prix des produits de première nécessité.

Dans sa lettre, la CNSM précise que selon les statistiques officielles, le salaire moyen en novembre 2015 a été de 4613,4 lei, ayant augmenté de 5,9% par rapport au mois de novembre 2014. En même temps, l'indice des prix a augmenté de 13,5%. La situation encore plus dure concerne les retraités, dont la pension de retraite est de 1191,83 lei, ce qui est au-dessous du minimum vital.

Sur la demande des syndicats, le gouvernement a pris la décision de baisser les tarifs d'électricité, ce qui a été salué par la centrale syndicale.

Moldova: les changements et les amendements dans le Code du travail

Le gouvernement de Moldova, en accord avec les partenaires sociaux, a entériné le 9 février 2016 le projet de loi sur les changements et les amendements au Code du travail de la République.

Ces changements s'inscrivent dans le plan du gouvernement de mettre la législation nationale en conformité avec les normes des relations de travail européennes et représentent une partie du Plan national d'introduction dans le pays de l'Accord d'association de la République de Moldova avec l'Union européenne pour la période 2014-2016.

Ces amendements contiennent certaines nouvelles obligations pour les employeurs qui doivent informer

le travailleur, avant son embauche, de la durée de la journée et de la semaine du travail, de la période d'avertissement avant la rupture du contrat du travail. La non-discrimination des travailleurs embauchés par contrat à durée déterminée est aussi mentionnée dans ces amendements.

L'employeur est obligé d'indiquer dans le contrat pour quelles raisons le contrat est signé pour une durée déterminée, ainsi que les raisons de la prolongation et de la rupture du contrat.

Ces amendements vont entrer en vigueur après leur adoption par le parlement.

Russie: la FNPR participe à la rencontre des ministres du Travail et de l'Emploi des pays BRICS

Une rencontre des ministres du Travail et de l'Emploi des pays BRICS a eu lieu du 25 au 26 janvier 2016 à Oufa (Russie).

Les représentants des travailleurs et des employeurs y ont été invités, ce qui signifie un progrès considérable dans le dialogue social tripartite.

Les dirigeants de sept centrales syndicales des pays BRICS ont participé à cette rencontre, y compris une délégation de la FNPR dirigée par Mikhaïl Chmakov, président de la Fédération des syndicats indépendants de Russie.

Au nom du Forum syndical BRICS, Mikhaïl Chmakov a proposé de créer un groupe de travail qui serait chargé de faire avancer, au sein des pays BRICS, un dialogue social sur la base tripartite.

Intervenant à l'ouverture de la rencontre, Guy Ryder, directeur général de l'OIT, a déclaré que l'Organisation internationale du travail était prête à soutenir techniquement les pays BRICS lors de l'élaboration de la politique économique.

La rencontre a été clôturée par la signature d'une déclaration sur la formalisation des marchés du travail dans les pays BRICS.

Russie: une nouvelle rencontre de travail Poutine-Chmakov

Le 9 février 2016, une nouvelle rencontre de travail a eu lieu entre le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine et Mikhaïl Chmakov, le leader de la FNPR.

Les interlocuteurs ont discuté des propositions des syndicats pour le plan d'actions économiques du gouvernement de Russie en 2016.

La FNPR a proposé entre autres:

- d'augmenter le SMIG jusqu'au minimum vital de consommation;
- d'augmenter les indemnités de chômage jusqu'au minimum vital pour la population active en tant que compensation partielle des pertes salariales temporaires;

– d'établir en 2016 un moratoire sur toutes les décisions et initiatives des organes du pouvoir exécutif qui mènent à l'augmentation des prélèvements directs et indirects sur la population.

Vladimir Poutine a souligné que toutes les questions soulevées par les syndicats étaient d'une importance vitale pour la population: le niveau de la rémunération et le SMIG, le pouvoir d'achat de la population et la défense des intérêts des travailleurs. Nous devons être prêts à tous les changements sur le marché de travail, a-t-il dit.

Le 11 février 2016, lors de sa conférence de presse, Mikhaïl Chmakov a déclaré aux journalistes que le président de Russie comprenait l'importance des propositions des syndicats et avait chargé son Administration de coopérer avec la centrale syndicale dans la règlement des problèmes mentionnés par la FNPR.

Russie: réunions du Comité exécutif et du Conseil général de la FNPR

Le 17 février 2016, la FNPR a tenu une réunion du Comité exécutif de la Fédération.

Les membres du CE ont analysé la campagne électorale dans les syndicats de branche et les unions syndicales régionales, ont examiné les candidatures aux postes de présidents des organisations membres de la centrale syndicale, ont pris la

décision de convoquer une réunion de Conseil général de la centrale le 2 mars 2016.

Conformément à la décision de CE, la réunion du Conseil général de la FNPR a eu lieu le 2 mars 2016 à Moscou.

Lors de sa réunion, le Conseil général a discuté des actions des syndicats dans les conditions actuelles, des propositions de la FNPR sur la Convention collective nationale pour la nouvelle période et de la mise en oeuvre du Plan d'actions pratiques pour la réalisation des décisions du IXème congrès de la centrale.

Dans son intervention au Conseil, Mikhaïl Chmakov a souligné qu'en 2015 la Russie avait enregistré une baisse record de sa croissance depuis les 7 dernières années, que le salaire réel avait diminué de 9,5% et les revenus de la population avaient baissé de 4%. Les arriérés de salaires ont augmenté durant l'année de 61%.

Selon les membres du Conseil, l'attention des syndicats doit se concentrer sur la situation dans les organisations syndicales de base. Toute tentative de geler les salaires, le refus de les indexer, la révision de la convention collective doivent avoir des conséquences sérieuses pour le patronat.

Le Conseil général a discuté et a approuvé le déroulement de la mise en oeuvre du Plan d'actions pratiques issu des décisions du IXème congrès de la FNPR.

Tadjikistan: la FSIT tient son Conseil général

La réunion du Conseil général de la Fédération des syndicats indépendants du Tadjikistan, tenue le 15 janvier 2016, a examiné le bilan de l'année 2015 et les orientations principales pour l'an 2016.

Dans son intervention au Conseil, le président de la centrale syndicale Cherkhon Salimzoda a souligné que la Fédération avait accompli un grand travail pour le renforcement de son activité et de sa base financière.

Le budget de la FSIT pour l'année 2016 est 4 fois plus grand que celui de 2015. La centrale accorde une aide importante aux syndicats étudiants, plus de 200 étudiants ont reçu des bourses syndicales.

Durant 2015, les syndicats ont ouverts plus de 4000 centres de repos pour les enfants ou plus de 350000 écoliers ont pu passer leurs vacances d'été.

Le Conseil général a adopté les orientations principales de l'activité de la centrale dans la défense des droits et des intérêts des travailleurs du Tadjikistan.

Ukraine: la FSU se prononce contre la réforme dans la formation professionnelle

Le 5 février 2016, la Fédération des syndicats d'Ukraine a adressé un message au président du pays Petro

Porochenko, au président du parlement Vasil Groïsmán et au Premier ministre Arseny Yatseniuk.

Le message concerne la situation catastrophique dans le système de formation professionnelle et technique suite de l'adoption de la nouvelle loi "Le budget d'Etat d'Ukraine pour 2016".

Conformément à l'article 27 de cette loi, le gouvernement est chargé de transférer les moyens pour la formation professionnelle et technique aux pouvoirs régionaux. Cependant, les mécanismes du transfert des établissements de formation aux budgets régionaux ne sont pas élaborés.

Selon la FSU, ce transfert conduira à la destruction de la formation professionnelle et technique et aux conséquences négatives pour toute l'économie du pays.

La FSU a proposé de poursuivre le financement des budgets régionaux par les subventions provenant du budget d'Etat, affectées spécialement à la formation professionnelle; d'établir une période de trois ans (2016-2018) pour le passage des établissements de formation professionnelle sous la gestion des pouvoirs régionaux.

Le 4 février 2016, le Conseil représentatif unifié des syndicats a tenu sa réunion à laquelle, parmi d'autres, cette question a été aussi discutée.

Le réunion a aussi examiné les nouveaux tarifs du transport électrique (métro) et la situation déplo-

nable dans l'assurance sociale obligatoire.

Conformément à la proposition de Grigory Osovoy, les membres du Conseil ont pris la décision de déléguer les représentants des syndicats dans toutes les commissions pour la réorganisation des Fonds d'assurance sociale.

Ukraine: le VII congrès de la FSU

La Fédération des syndicats d'Ukraine a tenu son VII congrès le 24 mars 2016 à Kiev.

Plus de 1000 personnes, représentant tous les 43 syndicats de branche et unions régionales, y ont pris part.

Le congrès a déterminé les tâches prioritaires de la FSU pour l'avenir, la stratégie de la modernisation et du développement de la centrale syndicale et de ses organisations membres.

Grigory Osovoy, président de la centrale, a souligné dans son intervention au congrès que la Fédération avait réussi à réunir autour d'elle tout le mouvement syndical d'Ukraine. Les cinq unions syndicales, les plus représentatives du pays, se interviennent actuellement en partant de la même position, ont la même plate-forme d'actions.

Le congrès a approuvé l'activité du Conseil de la FSU, a adopté la Stratégie d'actions de la FSU pour les années 2016-2020 "Le choix euro-

péen", a élu Grigory Osovoy au poste de président de la Fédération,

Dans son message, adressé au congrès de la FSU, la Confédération générale des syndicats (CGS) a souhaité plein succès au congrès, a souligné que la centrale syndicale d'Ukraine faisait preuve de solidarité avec le mouvement syndical mondial, contribuait beaucoup à l'activité de la CGS, au développement de la coopération entre les syndicats de notre région.

Le Syndicat des travailleurs communaux organise un séminaire international

Le 8 février 2016, le Syndicat des travailleurs communaux de Russie, conjointement avec le Syndicat des travailleurs municipaux de Norvège (Farforbundet", a organisé un séminaire international sur le dialogue social dans les services communaux.

Le séminaire a été inauguré par Alexandre Vasilevskiy, président du Syndicat des travailleurs communaux de Russie. Natalya Podchibiyakina, la secrétaire générale adjointe de la CGS, y a pris part.

Halvard Bakke, représentant du Farforbundet, est intervenu au séminaire. Dans son intervention M. Bakke a parlé du dialogue social dans la branche, ainsi que de la privatisation des entreprises communales, de la position des syndicats face à cette privatisation.

Son intervention a été suivie d'une large discussion.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
119119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(495) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(495) 938-0112
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru;

*LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.*

*SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.*

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

*LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET LA COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BÉLARUS, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDOVA,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN ET D'UKRAÏNE,
AINSI QUE 28 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.*

*LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DES ASSAMBLÉES INTERPARLEMENTAIRES DE LA CEI ET DE LA CEEA,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.*

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

*LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.*

*LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.
MIKHAÏL CHAMAKOV EST LE PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre,
les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:
www.vkp.ru